

# ON DÉCRYPTE LES PROGRAMMES

## Que disent les partis sur

l'inclusion et la lutte contre les discriminations ?



### Découvrir les autres fiches :

Démocratie et participation

Coût de la vie et fiscalité

Culture et sport

Démocratie européenne

Emploi et formation

Enseignement secondaire et supérieur

Environnement et climat

**Inclusion et lutte contre les discriminations**

Logement

Médias

Mobilité

Police, justice et autres institutions

Précarité

Santé mentale

Secteur jeunesse et aide à la jeunesse

Retrouve les mesures spécifiques aux jeunes



Pour les  
jeunes

# ON DÉCRYPTE LES PROGRAMMES

## Notre démarche

Les élections arrivent et tu te demandes pour qui voter ? Tu vois passer plein de débats sur les réseaux sociaux et dans les médias mais tu ne comprends toujours pas quel parti propose quelles mesures ? Ça tombe bien, on a fait une partie du travail pour toi !

Le Forum des Jeunes te propose **15 fiches thématiques**, en lien avec ses travaux et les **priorités des jeunes**. Ces fiches reprennent une série de **mesures proposées par les six partis** francophones ayant actuellement des sièges au parlement fédéral (DéFi, Ecolo, les Engagés, le MR, le PS et le PTB).

Ce document est à prendre comme un **outil** et il reste primordial de continuer à s'informer pour tirer ses propres conclusions et poser un vote informé et réfléchi. Pour en savoir plus, consulte le site [www.ressourceslections.be](http://www.ressourceslections.be) ou va voir les programmes des partis !



Les programmes complets de chaque parti francophone :

 ecolo

[Programme Ecolo](#)

 PS

[Programme PS](#)

 DÉFI

[Programme DéFI](#)

 MR

[Programme MR](#)

 Les Engagés

[Programme Les Engagés](#)

 ptb

[Programme PTB](#)

## La vision de DéFI

**DéFI**

### Généralités

- Compenser les facteurs d'inégalité et garantir aux citoyens que tous bénéficient des mêmes droits et sont traités de manière juste.
- Étendre le champ d'application de la loi « anti-négationnisme » (réprimant la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des trois génocides reconnus par l'ONU) aux autres génocides tels que définis par le droit international.
- Élargir les compétences d'Unia (institution publique indépendante qui lutte contre la discrimination et défend l'égalité en Belgique) aux discriminations linguistiques.
- Permettre à l'Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains de recevoir et d'examiner des plaintes et requêtes individuelles.
- Intensifier la sensibilisation du grand public aux lois anti-discriminations.
- Lutter efficacement contre les discriminations à l'embauche.
- Faire du secteur public un acteur exemplaire de la diversité et de l'inclusion.
- Sensibiliser les enseignants et personnels de soin à la diversité.
- Développer un plan d'actions dans les écoles afin de soutenir et accompagner les victimes de racisme, d'antisémitisme et de discriminations.
- Accroître la sécurité des femmes et des LGBTQIA+ dans les transports en commun, haltes et lieux de sortie.

Pour les jeunes

### Migration

- Instaurer un parcours d'intégration commun en Wallonie et à Bruxelles.
- Tendre vers une véritable politique commune européenne d'asile et de migration incluant une politique unifiée vis-à-vis des demandeurs d'asile comme vis-à-vis des candidats à la migration de travail.
- Articuler la migration autour des besoins économiques des Belges.
- Ancrer dans la loi l'interdiction de détention des familles avec enfants mineurs dans les centres fermés.
- Fixer dans la loi des critères de régularisation clairs et objectifs et instaurer une commission indépendante de régularisation.

Pour les jeunes

### Racisme et dé(colonialisme)

- Développer des peines alternatives en cas d'infractions aux lois sur le racisme et la xénophobie (accompagnement, formation ou sensibilisation au racisme, à la xénophobie ou à la lutte contre les discriminations).
- Reconnaître les discriminations multiples comme circonstance aggravante dans les cas de condamnations pour faits de racisme.
- Combattre le profilage ethnique en permettant aux forces de l'ordre de bénéficier d'une meilleure formation.
- Accompagner les victimes dans leurs démarches en justice et assurer un meilleur enregistrement des plaintes.
- Lutter contre la banalisation du racisme et contre l'impunité des propos et faits racistes sur les réseaux sociaux et internet.

## La vision de DéFI



### Personnes porteuses de handicap

- Permettre une identification précoce des troubles ou handicaps chez l'enfant via les consultations ONE, les pédiatres, les structures d'accueil de la petite enfance et les établissements scolaires.
- Établir un cadastre permettant l'identification et le recensement des besoins réels actuels, tant en centre de jour qu'en hébergement, et ce quel que soit le type de handicap.
- Faire de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite un véritable réflexe.
- Renforcer l'accessibilité pour les PMR aux transports en commun. A défaut d'accessibilité d'un transport public, les pouvoirs publics devront proposer une alternative aux personnes à mobilité réduite.
- Développer une nouvelle branche de la Sécurité sociale liée à l'autonomie.
- Instaurer un statut effectif à l'aidant proche (qui aider un proche dépendant, malade, âgé ou handicapé). L'aidant proche, et notamment le jeune qui doit pouvoir continuer à assumer une scolarité normale, devrait pouvoir "déléguer".


 Pour les  
jeunes

### LGBTQIA+

- Intensifier la lutte contre les LGBTphobies et tous les types de discriminations dans les lieux de sortie et les structures sportives.

### Droit des femmes et dimension de genre

- Intégrer la dimension de genre dans les aménagements de l'espace public, et déployer les solutions liées.
- Inscrire dans le Code pénal le féminicide comme nouvelle infraction pénale.
- Inscrire le droit à l'avortement dans la Charte Européenne des Droits Fondamentaux.
- Dépénaliser totalement l'IVG et allonger le délai légal pour avorter à 18 semaines.
- Instaurer la tirette hommes/femmes sur l'intégralité des listes et pour tous les niveaux de pouvoir qui ne l'ont pas encore intégrée.
- Établir un "temps de parentalité" obligatoire et d'une durée égale pour les deux parents.
- Diminuer les différences de revenus entre hommes et femmes en ce qui concerne les revenus d'indépendants à titre principal ainsi que d'indépendants complémentaires.
- Fixer des objectifs concrets en termes qualitatifs et quantitatifs pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin.
- Oeuvrer pour une formation des personnes relais et intermédiaires dans les organisations spécialisées dans l'accompagnement des femmes indépendantes.
- Améliorer le statut social des indépendantes, notamment en se penchant sur l'alignement du congé de maternité et la pension des indépendantes sur ceux des employées.

### Intergénérationnel

- Faire reposer la réforme de la Sécurité sociale sur un nouveau contrat social à négocier avec les partenaires sociaux, qui tient compte aussi de la nécessité d'assurer la solidarité intergénérationnelle.

## La vision d'Ecolo



### Généralités

- Élaborer un nouveau pacte social-écologique, fruit d'un large débat démocratique.
  - Ancrer l'ensemble de nos politiques sur un socle social solide et dans le respect des limites planétaires. Il faut s'assurer que ce qui se dégage des mesures prises dans le cadre de la transition bénéficie aux plus précaires et permette de réduire les inégalités.
  - Pratiquer une neutralité inclusive dans les administrations publiques et inscrire le principe de la neutralité et d'impartialité de l'État dans la Constitution.
  - Renforcer le financement de la protection et de la sécurité sociale, en faisant contribuer tous les types de revenus.
  - Définir et utiliser des indicateurs alternatifs au PIB comme « boussole » de la transition écologique et solidaire.
  - Lutter résolument contre les discriminations à l'embauche.
  - Renforcer l'inspection du travail et ses outils pour lutter de manière plus effective contre les discriminations.
  - Favoriser la diversité en entreprise en y déployant des actions positives et en veillant à l'exemplarité des pouvoirs publics, tout en stimulant l'entrepreneuriat des personnes issues de la migration.
  - Rendre le monde entrepreneurial plus inclusif en développant l'accompagnement des femmes, des minorités de genre et des personnes issues de l'immigration.
  - Lancer des « Assises des personnes adoptées » afin de formuler des mesures pour améliorer les droits des personnes adoptées.
  - Atteindre l'égalité de traitement entre les religions et mouvements philosophiques reconnus.
  - Développer les centres d'hébergement pour victimes de violences intrafamiliales tout en systématisant l'éloignement des auteurs (ou autrices) des violences du domicile.
- 
 Améliorer les partenariats intersectoriels (passerelles, plateforme de communication, vision politique structurelle) afin de faciliter la communication entre le secteur d'aide à la personne en situation de handicap et les autres secteurs de l'aide sociale et de la santé (hôpitaux, santé mentale, aide à la jeunesse, etc) ainsi que d'assouplir les démarches administratives intersectorielles (autorisation de cumul ou de phase de transition entre secteur).

## La vision d'Ecolo

# ecolo

### Migration

- Mettre en place une politique migratoire apaisée, gérée de manière humaine, raisonnable et rationnelle.
  - Introduire davantage de circularité et de flexibilité dans les politiques migratoires. Les politiques migratoires doivent apporter un cadre fluide, flexible, à long terme et continu, de mobilité humaine entre pays.
  - Plaider, au niveau européen, pour des standards d'accueil élevés et communs des demandeurs et demandeuses d'asile, pour une réforme fondamentale du Règlement Dublin III, pour davantage de solidarité entre les États membres, et pour un accès plus grand des réfugié·es reconnu·es à la mobilité et à l'installation intra européenne.
  - Renforcer, élargir et sécuriser les voies d'accès sûres et légales au territoire de l'Union européenne.
  - Faciliter la migration économique, tant pour les personnes se trouvant déjà en Belgique que pour les personnes se trouvant à l'étranger.
  - Défendre le respect des droits fondamentaux des migrant·es aux frontières de l'Europe.
  - Lutter contre la traite des êtres humains et améliorer la protection des victimes.
  - Assurer en toutes circonstances un accueil et un accompagnement complet de qualité des demandeurs et demandeuses d'asile.
  - Faciliter les parcours des migrant·es en Belgique et supprimer les trop nombreux obstacles ralentissant ou empêchant l'accès à un statut de séjour légal.
  - Veiller à ce que le traitement des procédures d'asile réponde à des standards de qualité élevés, et ramener la durée maximale d'une procédure d'asile à six mois.
  - Appliquer une politique de régularisation transparente.
  - Établir des critères clairs et permanents pour la régularisation des personnes sans papiers, donner accès à la régularisation par le travail et délier le titre de séjour de l'employeur ou l'employeuse initiale.
- Pour les jeunes Renforcer la politique d'accueil et d'aide des mineures étrangères et mineurs étrangers non accompagnés, en prenant en compte la vulnérabilité spécifique liée à leur jeune âge.
- Pour les jeunes Respecter les droits des enfants dans la migration.
- Garantir les soins de santé et l'aide aux personnes issues de l'immigration.
  - Améliorer l'accès aux soins de santé des personnes sans-papiers en réformant l'aide médicale urgente (AMU).
- Pour les jeunes Garantir l'accès à l'apprentissage des langues officielles de la Belgique en renforçant les moyens des cours de langues officielles belges avec un soutien particulier pour les MENA.
- Assurer l'accès à l'emploi des personnes issues de la migration, en luttant contre les discriminations et en valorisant leurs compétences.
  - Garantir le droit des migrant·es à vivre en famille, faciliter le regroupement familial, entre autres pour les parents d'enfants belges ou en séjour régulier, et supprimer les discriminations "à rebours".
  - Revoir fondamentalement les politiques de retour afin que la détention des personnes étrangères en séjour irrégulier soit une mesure de dernier ressort.
  - S'engager pour la reconnaissance des réfugié·es climatiques.

## La vision d'Ecolo



### Racisme et dé(colonialisme)

- Mettre en œuvre les plans NAPAR (National Action Plan Against Racism) de lutte contre le racisme en y associant la société civile.
- Continuer à soutenir structurellement les associations issues de la diversité, valorisant la diversité culturelle et/ou luttant contre le racisme et les discriminations.
- Protéger davantage les travailleurs et travailleuses dans les secteurs de l'aide aux personnes contre les actes discriminatoires et les propos racistes.
- Encadrer la politique et la pratique de profilage professionnel au sein de la police.
- Poursuivre et amplifier le travail de mémoire coloniale.

### Personnes porteuses de handicap

- Garantir l'individualisation des droits et atteindre l'accessibilité universelle dans toutes les politiques publiques.
- Rendre les transports publics et l'espace public inclusifs et accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR).
- Renforcer l'accès et l'accessibilité des personnes en situation de handicap aux soins de santé.
- Soutenir les aidant·es-proches en levant les freins à l'obtention du statut et en revalorisant celui-ci.
- Viser l'accessibilité universelle dans l'emploi et le travail.
- Mettre en œuvre un plan d'accessibilité numérique afin d'empêcher l'exclusion d'un grand nombre de citoyens et citoyennes en situation de handicap.
- Rendre effectif le droit fondamental des personnes en situation de handicap à participer à la vie politique.
- Faciliter l'accès à la justice et garantir la protection des personnes en situation de handicap dans les prisons.
- Protéger les femmes et les filles en situation de handicap.
- Approfondir la question de l'égalité de genre et des minorités de genre et issues de la diversité en situation de handicap.
- Adopter définitivement l'European Disability Card à travers l'Union européenne. Le but de cette carte est que les personnes en situation de handicap qui sont citoyen·nes de l'UE aient accès aux mêmes conditions spéciales que les ressortissantes et ressortissants nationaux lorsqu'elles se rendent temporairement dans d'autres pays participants

## La vision d'Ecolo



### LGBTQIA+

- Profiler la Belgique comme leadeuse de la défense des droits LGBTQIA+ à travers l'Europe et le monde.
- Améliorer l'enregistrement des plaintes pour violences LGBTQIAphobes et assurer la prise en compte des discriminations multiples.
- Développer des campagnes de prévention tenant compte des spécificités de la transphobie, la lesbophobie et la biphobie.
- Renforcer la formation, la sensibilisation et l'accompagnement des professionnel·les de tous les milieux de vie à la pluralité des orientations sexuelles et affectives, des identités et expressions de genre, et des caractéristiques sexuelles.
- Développer dès l'école une culture d'ouverture autour des identités de genre et des orientations sexuelles.
- Lutter contre les discriminations à l'adoption et à l'accueil familial.
- Assurer aux personnes non-binaires et intersexes le respect de leur intégrité physique et des soins de santé.
- Garantir les droits des personnes séropositives.
- Supprimer, pour le don de sang, le délai d'abstinence imposé aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes.
- Assurer l'égalité d'accès aux soins pour les personnes transgenres.
- Garantir les droits des personnes transgenres et en transition sur leur lieu de travail.
- Mettre en œuvre la loi contre les thérapies de conversion (pratiques pseudo-scientifiques qui visent à promouvoir, mettre en œuvre ou orienter vers tout traitement ou pratique visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne).
- Protéger les personnes migrantes et demandeuses d'asile LGBTQIA+.
- Créer un musée sur l'histoire des communautés LGBTQIA+ pour l'intégrer au patrimoine et dans la mémoire collective.

Pour les  
jeunes

## La vision d'Ecolo

# ecolo

### Droit des femmes et dimension de genre

- Ajouter la violence basée sur le genre à la liste des crimes européens dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
- Protéger et promouvoir les droits des femmes en mettant en place une politique étrangère féministe.
- Faire évoluer la loi de 2007 sur le gender-mainstreaming et les budgets genrés dans toutes les politiques.
- Renforcer la place des femmes dans les lieux de décision.
- Développer une approche genrée de la santé afin de garantir la santé des femmes lors des moments de vie spécifiques.
- Garantir le droit effectif à une IVG sûre et légale.
- Assurer la gratuité de la contraception féminine et masculine et renforcer l'information sur les différentes méthodes de contraception possibles.
- Déployer un dispositif d'assistant·e de maternité à domicile afin d'accompagner les jeunes mères durant la période post-partum.
- Étendre progressivement le congé de naissance à 15 semaines, soit la même durée que le congé de maternité.
- Garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
- Réduire les inégalités de genre, notamment en protégeant les périodes assimilées et en diminuant les écarts de pension.
- Garantir la sécurité des femmes en rue.
- Féminiser les nouveaux espaces publics.
- Garantir la sécurité des femmes et des minorités de genre dans l'espace public virtuel.
- Développer des politiques de mobilité égalitaire.

Pour les  
jeunes

## La vision des Engagés



### Généralités

- Défendre et développer la notion fédératrice et apaisée de « cohésion interculturelle ».
- Organiser « les États généraux de la cohésion interculturelle » au niveau national et des entités fédérées, via une très large méthode participative professionnelle personnalisée et délocalisée déclinée sous diverses formes.
- Procéder à l'évaluation de la législation anti-discrimination tout en veillant à ce qu'elle s'harmonise avec celle adoptée au niveau fédéral et aux autres niveaux fédérés.
- Lutter contre la banalisation des discours haineux dans le champ politique en frappant d'une peine d'inéligibilité les personnes répandant des discours de haine.
- Mettre en place l'évaluation indépendante des plans adoptés via une méthode professionnelle exigeante, une feuille de route et une ligne du temps claire.
- Modifier la loi anti-discrimination et la loi antiracisme afin de faire référence à toute discrimination ou distinction directe ou indirecte basée sur « un ou plusieurs critères protégés ».
- Renforcer la lutte contre le racisme et les discriminations en matière d'emploi.
- Sanctionner financièrement les entreprises qui auraient des attitudes discriminatoires non justifiées liées au genre, à la culture, à l'âge ou au handicap.
- Mener des contrôles de manière proactive et développer et simplifier les tests de situation portant sur les discriminations à l'embauche.
- Généraliser les appels et candidatures mystères en cas de soupçons de pratiques discriminatoires dans une entreprise.
- Améliorer les statistiques, la collecte différenciée de données qualitative et quantitative, les études et objectivisation des constats.
- Allouer des fonds spécifiques pour les projets de recherche qui abordent des défis sociétaux tels que le changement climatique, la santé publique et l'inclusion de personnes en situation de handicap.
- Soutenir la création de solutions de mobilité inclusives.

### Migration

- Envisager les migrations selon une approche pragmatique et globale, tout en étant humaine et respectueuse des personnes et incluant la coopération avec les pays d'origine, les pays voisins du pays d'origine, l'harmonisation à l'échelle européenne du droit d'asile, la mise en œuvre stricte des conditions d'accueil et l'aide au développement.
- Fédérer les États membres de l'UE autour d'une vision commune afin de mieux gérer les flux migratoires.
- Finaliser l'adoption et la mise en œuvre d'un Pacte européen sur la migration qui réponde à nos critères d'humanité et d'efficacité.
- Assurer davantage de sécurité juridique par l'adoption d'un Code de la Migration dont les règles et des procédures seront plus transparentes et cohérentes.
- Faciliter l'immigration choisie ou légale pour remplir les offres d'emploi qui ne trouvent pas preneur.
- Favoriser l'intégration de travailleurs migrants, parfois fortement qualifiés, afin de juguler les secteurs en pénurie et le vieillissement de la population.

## La vision des Engagés



### Migration (suite)

- Renforcer les voies légales de migration en augmentant notamment notre effort en matière de réinstallation et en établissant un cadre légal qui tienne compte des personnes vulnérables. La réinstallation consiste à sélectionner des réfugiés avec un profil particulier, qui se trouvent dans un premier pays d'asile où une véritable protection ne peut leur être offerte, et à leur accorder une protection et un droit de séjour dans un autre pays d'accueil car ils ne peuvent pas non plus retourner dans leur pays d'origine.
- Permettre aux femmes migrantes d'obtenir un statut de résidence autonome en cas de violences de genre.
- Mieux accueillir les personnes LGBTQI+ issues de la migration.
- Face aux mouvements de migration, particulièrement en provenance de pays meurtris par la guerre et la misère, prôner une solidarité vis-à-vis de ces populations et un plan Marshall ambitieux.
- Interdire l'enfermement des enfants, des familles accompagnées de mineurs, de mineurs non-accompagnés et des personnes vulnérables.
- Mettre en place des couloirs humanitaires vers l'Union européenne et des plateformes régionales de débarquement où les demandes de protection internationale seraient évaluées.
- S'appuyer davantage sur l'Agence européenne d'asile et l'Agence européenne de protection des frontières (FRONTEX) qui disposent de mandats renforcés et de capacités techniques opérationnelles.
- Créer une mission globale de recherche et de sauvetage de l'Union, mise en œuvre par les autorités compétentes des États membres et Frontex.
- Réaliser des campagnes d'information et de sensibilisation à destination du public, des migrants et des populations des pays d'origine sur les dangers liés aux réseaux de passeurs et aux routes migratoires.
- Accueillir les demandeurs d'asile avec dignité et réduire drastiquement le nombre d'étrangers en situation irrégulière.
- Garantir aux migrants les droits fondamentaux.
- Permettre aux migrants possédant un titre de séjour légal et ayant un nouveau-né en Belgique de bénéficier des allocations familiales sans la restriction du délai de séjour de 5 ans sans interruption.
- Mettre en place des centres d'hébergement temporaires pour les migrants en situation de précarité.
- Simplifier les démarches de réunification familiale afin de permettre aux migrants de retrouver leurs proches.
- Augmenter l'octroi des visas humanitaires qui permettent à des réfugiés d'accéder directement et de manière temporaire à notre territoire par des voies sans danger.
- Prévoir un système d'accueil adapté aux diverses situations des demandeurs d'asile afin de garantir un accueil humain.
- Proposer un soutien financier et institutionnel en faveur des initiatives d'accueil citoyennes.
- Inscrire dans la loi l'interdiction de l'enfermement des enfants et des familles avec mineurs.
- Autoriser les bénéficiaires de la protection internationale à introduire eux-mêmes la demande de regroupement familial en Belgique afin d'éviter à leur famille les risques liés aux voyages.
- Adapter la loi à la jurisprudence européenne pour faire en sorte que les Mineurs étrangers non accompagnés (MENA), reconnus réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire, puissent plus facilement exercer leur droit au regroupement familial.
- Imposer et renforcer le parcours d'intégration.

## La vision des Engagés



### Migration (suite)

- Être aux côtés des réfugiés et des personnes migrantes pour les aider à s'intégrer socialement et professionnellement.
- Offrir des programmes d'accueil et d'intégration pour aider les migrants à s'adapter à la société belge, y compris des cours de langue et des informations sur la culture locale.
- Instaurer des politiques d'encouragement et de soutien au parrainage comme une composante intégrale de la stratégie nationale d'intégration des migrants.
- Améliorer l'intégration des ressortissants étrangers au marché du travail afin d'atteindre la norme des 80 % d'actifs dans le marché de l'emploi pour 2030.
- Prendre des mesures afin de réduire les pièges à l'emploi frappant les demandeurs d'asile qui résident dans les centres d'accueil et qui désirent travailler.
- Créer une Maison de l'histoire des migrations et valoriser la place des populations migrantes dans l'histoire de la Belgique et de l'Europe.
- Ouvrir le droit pour les candidats réfugiés à avoir un droit au travail tant qu'ils ne sont pas expulsés.
- Faciliter l'accès des migrants au marché du travail en éliminant les obstacles administratifs, en proposant des cours de langue et de formation professionnelle et en luttant contre les pratiques discriminatoires lors du recrutement.
- Examiner au cas par cas la régularisation des personnes sans-papiers selon des critères précis et permanents.
- Envisager une nouvelle campagne de régularisation, qui ne soit pas aveugle et massive, mais sur base de critères légaux et objectifs, au cas par cas.
- Monitorer pour pouvoir l'améliorer la politique de retour par la mise en place d'une commission permanente pour le suivi de la politique d'éloignement des étrangers ayant reçu un ordre de quitter le territoire.
- Favoriser une politique de retour proactive qui comporte des garanties procédurales pour l'étranger et qui met l'accent sur le retour volontaire, le déploiement sur le territoire d'un réseau de conseillers au retour ainsi que le développement de mesures moins coercitives (telles que se présenter régulièrement aux autorités, la remise de documents, le dépôt d'une garantie, l'élection d'un garant, une vie dans une communauté, etc).

### Racisme et (dé)colonialisme

- Développer parallèlement à l'adhésion aux valeurs communes et à la richesse du « vivre et être ensemble », une sensibilité, la lutte contre les discriminations, le racisme et les extrémismes et radicalismes.
  - Réviser la loi Moureaux afin de sanctionner l'opinion raciste, et pas seulement l'incitation à la haine.
  - Développer une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme dans les métiers représentant l'autorité dont la police et les métiers de la sécurité.
  - Exercer un Devoir inclusif collectif de Mémoire coloniale.
  - Mettre en place un musée de la Mémoire collective coloniale et des migrations.
  - Soutenir sur le plan culturel et de l'éducation permanente toutes les initiatives relatives à la mise en place d'un dialogue et d'une mémoire collective coloniale assumée entre les pays concernés.
  - Promouvoir la représentativité de l'espace public et la reconnaissance de la colonisation comme un passé commun via la contextualisation des statues et des noms de rue.
- Garantir que les référentiels et les programmes de l'enseignement obligatoire traitent nécessairement les questions d'esclavage, le passé colonial et les colonialismes ainsi que l'histoire des migrations et des phénomènes migratoires passés et contemporains et le devoir de mémoire.

## La vision des Engagés



### Personnes porteuses de handicap

- Interdire la discrimination fondée sur le handicap dans et par l'Union européenne dans tous les domaines de la vie grâce à l'adoption d'une directive horizontale sur l'égalité de traitement.
- Rendre toutes les infrastructures accessibles aux personnes à mobilité réduite et porteuses de handicap.
- Encourager à la conception ou à la rénovation des logements la prise en compte de la perte d'autonomie dans le parcours de vie.
- Mettre en place des dispositifs pour contribuer à une plus grande accessibilité de l'offre culturelle pour les personnes en situation de handicap.
- Favoriser l'inclusion des personnes porteuses de handicap dans l'enseignement supérieur via l'accessibilité aux infrastructures, bibliothèques et supports de cours.
- Favoriser le travail des personnes en situation de handicap.
- Encourager fiscalement l'engagement de travailleurs en situation de handicap dans le secteur privé, y compris non marchand.
- Prévoir structurellement du personnel volant dans chaque lieu culturel, pour aller vers l'extérieur, vers les publics fragilisés, plus distants et à mobilité réduite.
- Sensibiliser les gardiens des musées à l'accueil des personnes en situation de handicap, notamment mental.
- Développer et mieux faire connaître l'offre de pratiques sportives accessibles aux personnes en situation de handicap, et ce pour toutes les déficiences.
- Veiller à l'accessibilité des infrastructures sportives et à leurs abords pour toutes les déficiences.
- Apporter un soutien particulier au handisport.
- Avoir une meilleure formation des coachs sportifs à l'accueil des personnes en situation de handicap.
- Avoir une personne de référence « handicap » dans chaque fédération sportive reconnue.
- Rendre les débats politiques accessibles aux personnes en situation de handicap tant dans les hémicycles que lors de la diffusion numérique.
- Instaurer un conseil consultatif de personnes en situation de handicap au sein de chaque commune.
- Assurer l'exercice de leur droit de vote à toutes personnes en situation de handicap (en incitant les partis politiques à traduire les mesures phares des programmes en FALC (facile à lire et à comprendre), aménageant les bureaux de vote, prévoyant le vote en braille et sensibilisant les juges de paix sur le caractère absolu de ce droit).
- Créer une trajectoire spécifique de soins pour les personnes en situation de handicap mental.
- Refinancer structurellement le transport scolaire et engager urgemment des chauffeurs en suffisance, plus particulièrement pour les enfants qui vivent avec un handicap.
- Soutenir davantage et de manière spécifique les milieux d'accueil développant des projets inclusifs en faveur des enfants porteurs de handicap ou à besoins spécifiques.
- Rendre les règles d'urbanisme inclusives afin de garantir l'accessibilité de tous les lieux culturels publics et leurs abords.
- Revaloriser le Revenu d'Intégration Sociale et le montant des allocations des personnes handicapées.
- Individualiser l'octroi des allocations, car le statut de cohabitant pénalise les familles qui accueillent sous leur toit une personne en situation de handicap ou de dépendance.
- Accorder aux aidants proches un véritable statut renforcé.

Pour les jeunes

Pour les jeunes

## La vision des Engagés



### Personnes porteuses de handicap (suite)

- Soutenir la création et veiller à la pleine mise en œuvre d'une carte européenne du handicap qui servira de preuve du statut de handicap dans tous les pays de l'UE, accordera aux titulaires de cartes un accès égal à des conditions spéciales et à des traitements préférentiels partout dans l'UE lors de l'utilisation des transports publics, participation à des événements culturels, visite de musées, de centres de loisirs et de sports, etc.

Pour les jeunes

Renforcer la collaboration entre les services d'accompagnement en famille, les organismes d'intérêt public en charge du handicap (AVIQ-PHARE) et les services d'aide et de protection de la jeunesse pour les familles et les enfants souffrant de handicap, et ce, afin d'éviter une séparation systématique de l'enfant et de sa famille.

### LGBTQIA+

- Développer des politiques vigoureuses anti-discrimination à l'égard des personnes LGBTQIA+.
- Développer le Plan d'action interfédéral contre la discrimination et la violence à l'égard des personnes LGBTQIA+.
- Mettre en œuvre la première Réglementation européenne sur la protection des minorités, avec un focus clair sur la protection des personnes LGBTQIA+.
- Reconnaître les personnes LGBTQIA+ comme public cible des plans « diversité » de la fonction publique.
- Intensifier les campagnes de sensibilisation et d'information relatives au genre et à la diversité des attirances sexuelles auprès de l'administration publique, des policières et des policiers, et de la magistrature.
- Mieux former le personnel de soin et d'encadrement des maisons de repos et des centres d'hébergement de personnes en situation de handicap au respect de la diversité des orientations sexuelles, d'identités et d'expressions de genre.
- Soutenir financièrement les acteurs associatifs apportant accompagnement et soutien aux personnes LGBTQIA+.

Pour les jeunes

Soutenir les associations qui soutiennent et hébergent les jeunes qui se font exclure de leur famille après un coming-out ou un outing.

- Améliorer et adapter les services de soins de santé de qualité aux personnes LGBTQIA+ .
- Autoriser les dons de sang d'hommes homosexuels sans délai d'abstinence.
- Dans les pays où l'adoption par les couples de même sexe est autorisée, garantir un traitement identique d'un dossier de candidature d'un couple LGBTQIA+ par rapport à celui des autres couples.
- Mettre fin à la discrimination envers les familles homoparentales et monoparentales dans le processus d'adoption.
- Mieux accueillir les personnes LGBTQIA+ issues de la migration.
- Interdire les thérapies de conversion dans l'Union européenne.

## La vision des Engagés



### Droit des femmes et dimension de genre

- Proposer d'intégrer dans toutes les politiques communautaires et textes réglementaires une dimension genre et des critères d'évaluation sur l'impact des propositions en matière d'égalité des genres.
- Faire de la violence sexiste un crime en vertu du droit de l'UE pour permettre des définitions juridiques, des normes et des peines pénales minimales communes dans toute l'UE.
- Pour les jeunes
  - Développer des modules d'éducation dans le cadre des cours de philosophie et de citoyenneté, de l'éducation permanente et des programmes de sensibilisation pour sensibiliser à des modèles de masculinités co-responsables.
- Développer des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs visant à déconstruire les stéréotypes de genre.
- Pour les jeunes
  - Encourager la parité dès le plus jeune âge en instaurant des instances représentatives des élèves paritaires et en instaurant une co-présidence H/F ou une alternance femme/homme pour la mission de délégation de classe.
- Inverser la charge de la preuve dans les cas de discrimination salariale envers les femmes.
- Stimuler les entreprises à une réelle égalité professionnelle.
- Rendre obligatoires les plans de gender mainstreaming dans la fonction publique et dans toutes les entreprises de plus de 50 travailleurs.
- Favoriser une plus grande égalité entre les genres et permettre aux hommes comme aux femmes de concilier leur vie de parent et leur carrière professionnelle.
- Revaloriser les métiers dits féminins.
- Encourager davantage de filles et de femmes à choisir les filières d'étude et les métiers numériques, en luttant contre les stéréotypes, en menant des actions de sensibilisation et d'information.
- Pour les jeunes
  - Encourager les jeunes filles pour qu'elles n'hésitent pas à s'orienter vers des formations qualifiantes dans des secteurs en pénurie, d'avenir et stratégique, bastions essentiellement masculins.
- Développer du mentoring pour l'assurance et la confiance en soi et renforcer le leadership féminin pour briser le plafond de verre et se lancer dans l'entrepreneuriat.
- Créer une culture de développement et d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin.
- Mener des campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale pour changer les attitudes culturelles et déconstruire les stéréotypes de genre qui peuvent contribuer aux viols.
- Faire connaître la nouvelle législation sur le consentement, en mettant en place des normes claires et en sanctionnant sévèrement les agressions sexuelles.
- Pour les jeunes
  - Dispenser un module de sensibilisation à la dimension de genre et un module sur le processus de domination conjugale à tout le personnel éducatif des services liés à l'enfance, à la jeunesse et à l'enseignement.
- Accompagner chaque victime dès l'accueil au sein d'un commissariat de police ou d'un hôpital par des agents et des professionnels formés aux risques psycho-sociaux et aux violences basées sur le genre.
- S'assurer que les violences sexuelles sont prises en charge avec humanité et sérieux par la police et le parquet.
- Imposer le port d'un bracelet anti-rapprochement afin de mieux protéger les victimes.
- Interdire plus facilement au conjoint violent de résider dans le logement familial.
- Mettre en œuvre les recommandations de la résolution du Conseil de l'Europe dans la lutte contre les violences obstétricales
- Améliorer la sensibilisation, la prévention et la recherche sur les maladies ou évolutions spécifiquement féminines.

## La vision des Engagés



### Droit des femmes et dimension de genre (suite)

- Informer et sensibiliser sur la contraception, les maladies et infections sexuellement transmissibles et renforcer l'accessibilité financière des contraceptifs.
- Dépénaliser intégralement l'avortement pour les femmes.
- Faire entrer le droit à l'avortement dans la Constitution.
- Allonger raisonnablement le délai endéans lequel un avortement peut se pratiquer hors de tout motif de santé.
- Lutter contre la « taxe rose » qui engendre des différences de prix non justifiées de produits et de services plus chers pour les femmes que pour les hommes.
- Mettre en place le « Papavantage » : un congé de paternité obligatoire de 30 jours à prendre la première année de la naissance d'un enfant.
- Imposer une lecture de genre dans la réalisation de projets urbanistiques.
- Réfléchir à des mesures préventives évidentes comme l'aménagement des parcs ou l'éclairage suffisant des rues de jour comme de nuit.
- Organiser en début de législature une formation obligatoire pour toutes les personnes élues visant à les sensibiliser sur l'enjeu de la parité et de la lutte contre le sexisme en politique.
- Désigner des personnes de confiance au sein de chaque assemblée parlementaire qui seraient sollicitées par les élus subissant des discriminations, harcèlements ou tout autre comportement sexiste.
- Interdire les publicités dont le message contient des éléments de langage sexistes.
- Indiquer un message de sensibilisation sur les publicités qui objectivent le corps de la femme.

## La vision du PS



### Généralités

- Soutenir les associations et les organismes d'éducation permanente actives dans l'éducation citoyenne, dans la lutte contre le racisme et les discriminations et dans le devoir de mémoire.
- Réviser l'article 150 de la Constitution pour permettre une poursuite effective des délits de presse discriminatoires. Afin de faciliter le renvoi devant une juridiction, le constituant a décidé en 1999 de confier le soin de poursuivre les délits de presse racistes ou xénophobes au tribunal correctionnel. Afin que tous les délits de presse discriminatoires, dont ceux fondés sur le genre, le sexe ou l'orientation sexuelle, puissent être effectivement poursuivis, le PS demande l'extension de cette disposition.
- Inclure systématiquement un volet « emploi » dans l'ensemble des plans fédéraux et interfédéraux de lutte contre les discriminations.
- Rendre obligatoire la politique de prévention des discriminations sur le lieu de travail.
- Garantir la mixité des genres et la diversité dans les organes de gestion des entreprises publiques.

### Migration

- Mettre en place des mesures plus favorables que le Pacte européen au sein des législations belges et faire la promotion de ces mesures au niveau européen.
- Prévoir, en cas de saturation du réseau d'accueil, un mécanisme d'octroi d'un titre de séjour temporaire au public vulnérable (familles, mineurs, femmes, LGBTQIA+, etc.), présent dans le réseau depuis plus de 18 mois et dont la nationalité bénéficie d'un haut taux de protection.
- Fournir l'aide matérielle aux personnes demandeuses de protection internationale et travailler à l'élaboration d'un plan de répartition de l'accueil qui soit équilibré, tant d'un point de vue géographique que socioéconomique.
- Modifier la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers afin de permettre aux Régions de délivrer des permis de travail aux personnes en séjour irrégulier.
- Assouplir les exigences administratives des procédures d'admission et d'inscription et instaurer des délais d'inscription raisonnables et plus larges pour les étudiants non européens.
- Inscrire un cadre clair dans la loi sur le séjour pour éviter des différences de traitement quant à la prise en compte des « preuves » de violence.
- Octroyer, au niveau national, un titre de séjour temporaire automatique aux personnes dites inéloignables.
- Garantir plus de transparence dans l'activité de Frontex (agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes), par exemple, en organisant l'audition régulière des administrateurs belges de l'agence devant le Parlement fédéral.
- Fixer des critères clairs, objectifs et permanents pour la régularisation individuelle des sans-papiers et les inscrire dans la loi.

### Racisme et (dé)colonialisme

- Lutter contre le racisme dans l'accès au monde du travail, aux biens et aux services en améliorant les cadres légaux pour détecter et sanctionner les pratiques discriminatoires.
- Soutenir les associations et les organismes d'éducation permanente actives dans l'éducation citoyenne, dans la lutte contre le racisme et les discriminations et dans le devoir de mémoire.
- Traiter de manière critique l'héritage colonial belge, notamment en repensant l'espace public pour contextualiser les références glorifiant la période coloniale.
- Poursuivre le travail accompli par Thomas Dermine sur les questions de la restitution, de l'accessibilité des archives et du transfert des archives coloniales vers les archives du Royaume.

## La vision du PS



### Personnes porteuses de handicap

- Donner une réalité juridique au concept du handistreaming qui est l'inclusion des besoins et droits des personnes en situation de handicap dans toutes les politiques.
- Renforcer l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'ensemble des cursus d'enseignement supérieur.
- Pour les jeunes Inclure une dimension « handicap » dans le cadre de l'EVRAS.
- Pour les jeunes Renforcer l'information autour des dispositions prévues par le décret relatif à l'enseignement inclusif afin que dès les premières semaines les personnes concernées puissent bénéficier des aménagements nécessaires.
- Pour les jeunes Augmenter le montant des bourses d'études en fonction du surcoût que génère le handicap dans le cadre des études supérieures.
- Renforcer l'offre de formation à l'attention des personnes en situation de handicap.
- Introduire un quota de personnes en situation de handicap pour les entreprises de plus de 50 travailleurs.
- Améliorer l'intégration des personnes handicapées dans les entreprises privées.
- Valoriser la mixité et la diversité au sein des administrations et poursuivre les efforts pour atteindre au moins 3% de travailleurs en situation de handicap dans toutes les administrations.
- Former les professionnels de la santé et de l'aide à la personne à interagir avec les personnes en situation de handicap.
- Inciter les hôpitaux à adapter leur matériel de consultation.
- Permettre le remboursement des consultations chez un logopède pour toute personne en situation de handicap sans limite de test de QI.
- Soutenir davantage la construction et la rénovation de logements publics, principalement sociaux, qui prennent en compte les besoins spécifiques des personnes à mobilité réduite
- Renforcer l'accessibilité à la culture des personnes en situation de handicap.
- Créer un forfait individualisé d'autonomie modulé en fonction du niveau de la perte d'autonomie et des revenus en complément des aides existantes pour financer de nouveaux services aux personnes en perte d'autonomie.
- Poursuivre l'accès aux droits sociaux pour les aidants proches.
- Pour les jeunes Étendre le statut d'aidants-proches aux aidants proches de personnes qui vivent en institution et aux jeunes dont l'un des parents est la personne aidée.

### LGBTQIA+

- Développer un nouveau plan d'action interfédéral contre les discriminations et les violences envers les personnes LGBTQIA+.
- Défendre les droits des LGBTQIA+ à l'échelle internationale.
- Soutenir et former les professionnels de nombreux secteurs pour une meilleure prise en charge des spécificités des personnes LGBTQIA+ ou pour la lutte contre les discriminations à leur égard.
- Assurer l'égalité d'accès à l'adoption pour les couples homosexuels
- Mieux garantir les droits des personnes intersexes et trans.

## La vision du PS



### Droit des femmes et dimension de genre

- Éradiquer la tension salariale entre les femmes et les hommes.
- Imposer la parité au sein de l'ensemble des exécutifs et à tous les niveaux de pouvoir.
- Mettre en place des stratégies d'intégration des femmes dans les différents secteurs d'activités.
- Prendre en considération la question du genre dans l'évolution de la carrière.
- Imposer aux fédérations et clubs sportifs la mise en place de programmes globaux de prévention des violences sexistes dans le sport.
- Imposer l'approche gender mainstreaming dans les politiques d'aménagement du territoire et en féminisant l'espace public par exemple en se fondant sur des marches exploratoires par des femmes.
- Sensibiliser les étudiants aux questions de genre en les intégrant à leur cursus.
- Former les corps académiques et administratifs aux questions de genre.
- Conditionner l'octroi des subventions au respect d'un certain nombre de règles visant à s'assurer de la présence des femmes et du respect de l'égalité des rémunérations.
- Etudier la mise en place de sanctions suffisamment dissuasives en cas de discrimination salariale.
- Veiller à ce que la santé des femmes soit davantage prise en considération dans les politiques de santé publique et de rompre l'invisibilisation de cette problématique.
- Lutter contre l'invisibilisation des maladies féminines.
- Mieux prendre en charge la santé mentale des femmes.
- Favoriser l'accès aux méthodes de contraception par leur gratuité et la promotion de la contraception masculine.
- Renforcer le droit à l'interruption volontaire de grossesse en allongeant le délai pour avorter à 18 semaines, en décriminalisant l'IVG pour les femmes, en facilitant son accès.
- Veiller à la santé menstruelle de toutes en luttant contre la précarité menstruelle.
- Allonger le congé de naissance (anciennement congé de paternité) et le rendre obligatoire.
- Revaloriser le congé parental, doubler sa durée pour les familles monoparentales.
- Mieux prendre en charge le «post-partum».
- Continuer à lutter contre toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles et renforcer les actions de prévention et de sensibilisation pour bannir les mutilations génitales féminines.
- Lutter contre les violences gynécologiques et obstétricales.
- Créer un observatoire des violences faites aux femmes chargées de rapporter les données en la matière et de conseiller le gouvernement dans la lutte à leur égard.
- Renforcer la prise en charge des femmes victimes de violences, notamment sexuelles.
- Améliorer la politique pénale en matière de violences faites aux femmes.

Pour les  
jeunes

## La vision du MR



### Généralités

- Instaurer des contrôles et des sanctions plus strictes pour les entreprises pratiquant la discrimination à l'embauche.

### Migration

- Poursuivre le renforcement de la zone Schengen et de Frontex (Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes).
- Renforcer en priorité notre soutien en faveur des pays de départ afin de garantir une protection aux personnes déplacées près de chez elles, leur offrir de l'aide et des perspectives économiques.
- Pour les jeunes Permettre aux mineurs répondant aux conditions de bénéficier d'une protection plus rapide et plus efficace via une place en hébergement. Améliorer leur accompagnement scolaire et leur insertion socio-professionnelle. Accélérer les tests de majorité pour lutter contre la fraude.
- Actuellement, pour pouvoir introduire une demande de regroupement familial, le regroupant doit disposer d'un revenu équivalent à au moins 120% du Revenu d'Intégration Sociale (RIS). Ce montant doit être revu à la hausse (au moins 150%) et il faut davantage tenir compte de la taille et de la composition de la famille.
- Renforcer les services d'inspection du travail afin de lutter efficacement contre l'exploitation des travailleurs en séjour irrégulier souvent engagés dans des conditions déplorables.
- Mettre en place d'un test d'intégration et de connaissance de la langue à la fin du parcours d'intégration.
- Lier le versement du revenu d'intégration sociale à la poursuite et à la réussite du parcours d'intégration.
- Rendre obligatoire un véritable test de connaissance et de citoyenneté, et ainsi renforcer le corpus de valeurs communes et la vision positive de notre pays.
- Conditionner la procédure d'obtention de la nationalité à sept ans de présence sur le territoire et non plus cinq.
- Faire signer à chaque primo-arrivant rentrant légalement en Belgique une déclaration reprenant les valeurs fondamentales de notre pays comme l'égalité entre les femmes et les hommes, la neutralité de l'Etat, la liberté de croire ou de ne pas croire, la liberté d'expression, le libre choix de son orientation sexuelle ou encore le droit au blasphème.
- Conditionner la coopération belge, l'aide au développement et la délivrance de visas à la réadmission de personnes en séjour irrégulier.
- Continuer à s'opposer à la régularisation massive et automatique des personnes en séjour irrégulier.
- Garantir que l'exécution des ordres de quitter le territoire soit bien effective en cas de décision négative.

### Racisme et dé(colonialisme)

- Pour les jeunes Faire passer la décolonisation de l'espace public par l'installation d'éléments explicatifs ainsi que par un enseignement de la période coloniale.
- Lutter contre toute expression de racisme et d'antisémitisme
- Restituer les objets volés ou acquis en violation de la Convention de la Haye en vertu du droit existant.
- Créer une antenne du musée de Tervuren à Kinshasa. Inciter à faire des prêts longue durée, des expositions et aussi des présentations d'œuvres d'artistes belges et créer de vrais liens.
- Financer un lot annuel de bourses de doctorat permettant à des chercheurs congolais de venir faire une thèse de doctorat en Belgique portant sur les collections.

## La vision du MR



### Personnes porteuses de handicap

- Définir et développer un plan réaliste et ambitieux visant à améliorer l'accessibilité des bâtiments et des espaces ouverts au public pour les personnes porteuses d'un handicap.
- Certifier les bâtiments publics qui garantissent une accessibilité PMR, avec une méthode de signalétique comparable au principe du PEB. Cette politique d'accessibilité est globale et doit aussi concerner les transports et les outils de communication.
- À Bruxelles, augmenter la fréquence, la vitesse commerciale, l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite des transports en commun et développer davantage l'offre.
- Améliorer l'accessibilité des transports en commun via la réalisation d'une programmation et d'un plan d'exécution séquencé.
- Sanctionner plus sévèrement pour des incivilités comme le stationnement sur des places réservées aux personnes handicapées.
- Mettre en place des aides facilitant la réalisation d'aménagements pour les personnes en situation de handicap.
- Généraliser les aides à l'adaptation du logement et permettre de déduire fiscalement les coûts liés à cet aménagement.
- Intégrer un pourcentage de logements adaptés et adaptables aux personnes en situation de handicap dans les projets immobiliers.
- Sensibiliser le monde de l'enseignement à l'apprentissage de la langue des signes.
- Inclure les personnes en situation de handicap (et/ou leurs proches) dans l'organisation de ces structures [d'accueil].
- Les pouvoirs publics doivent avoir un rôle d'exemplarité et favoriser l'engagement de personnes en situation de handicap.
- Poursuivre les initiatives régionales pour soutenir les démarches de « handiprenariat ».
- Soutenir les entreprises de travail adapté (ETA) en encourageant les administrations à identifier les marchés publics propices à des sous-traitances en ETA.
- Sensibiliser et inciter les personnes en situation de handicap à la pratique du sport.
- Mettre en place des infrastructures sportives de qualité et les adapter à tous les publics.
- Promouvoir l'inclusion au sein du mouvement sportif et renforcer les partenariats avec la Ligue Handisport Francophone (LHF).
- Fusionner l'existence des deux fédérations handisportives qui crée une incompréhension dans le paysage sportif.
- Accompagner les seniors et les personnes en situation de handicap afin que leurs choix de vie soient respectés.
- Lever les freins à l'obtention du statut d'aidant-proche et mettre en place une réelle stratégie de soutien, quel que soit le statut socio-professionnel de l'aidant.

### LGBTQIA+

- Supprimer toute discrimination envers les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) et qui souhaitent donner leur sang.
- Évaluer la problématique des sans-abri LGBTQIA+ et répondre aux besoins, en trouvant des solutions durables favorisant un accueil bienveillant dans des hébergements d'urgence.
- Lutter contre toutes les violences faites aux femmes ou aux personnes LGBTQIA+.
- Garantir le remboursement des soins gynécologiques ou urologiques aux personnes transgenres.

## La vision du MR



### Droit des femmes et dimension de genre

- Revoir les modalités d'application du congé de paternité afin d'améliorer la gestion des absences et remplacements de dernière minute.
- Contrer les phénomènes comme le plafond de verre ou les stéréotypes sexistes.
- Renforcer les politiques de prévention et de répression dans le cadre de la lutte contre les violences [liées au genre] (au sein du couple, dans des bars, dans l'espace public etc.).
- L'espace public doit également garantir aux femmes la liberté de se déplacer et ne pas entraver leur mobilité.
- Intégrer dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps.
- Permettre un meilleur accès et un remboursement total des soins et des opérations liées à la reconstruction génitale des femmes victimes d'excision.
- Interdire pour les médecins de délivrer des certificats d'attestation de la virginité ou des certificats destinés à conforter des convictions religieuses, philosophiques ou culturelles.
- Interdire l'usage de l'écriture inclusive, à tous les niveaux de l'enseignement et, plus largement, dans tous les documents officiels de l'administration.

### Intergénérationnel

-  Encourager les échanges intergénérationnels entre les écoles et les personnes âgées.
-  Permettre un partage de savoir entre les seniors et les jeunes dans le cadre par exemple des écoles de devoirs.

## La vision du PTB



### Généralités

- Soutenir une société civile diversifiée, antiraciste et multiculturelle qui œuvre pour l'égalité des droits et une société interculturelle.
- Placer la lutte contre la pauvreté et les inégalités au cœur de notre coopération internationale.
- Revaloriser Unia en tant que centre interfédéral pour l'égalité des chances.
- Évaluer et modifier la loi anti-racisme, la loi anti-discrimination et la loi genre de 2007.
- Mener une politique de tolérance zéro envers le racisme et les discriminations à l'embauche.
- Abolir l'interdiction du port du voile dans les entreprises privées, les services publics et les établissements scolaires.
- Que chaque commune dispose d'un échevin de l'Égalité des chances.

### Migration

- Rejeter le nouveau Pacte européen sur la migration et demander un cadre européen viable qui s'attaque aux véritables causes et respecte le droit international.
- S'attaquer aux causes qui poussent les gens à fuir leur pays.
- Mettre fin aux interventions militaires qui poussent des millions de gens à fuir leur pays.
- Afin d'éliminer les inégalités qui alimentent la migration, respecter les normes internationales en matière de coopération au développement et réaliser un audit de la dette des pays du Sud.
- Lutter activement contre toute forme de dumping social consistant à engager des travailleurs étrangers en dessous des conditions salariales et de travail belges.
- Afin de lutter contre les abus sur les chantiers, rendre l'entrepreneur principal responsable de l'ensemble de la chaîne de sous-traitance.
- Sanctionner les entreprises qui exploitent des sans-papiers et les font travailler au noir et protéger les travailleurs qui portent plainte.
- Faire examiner les demandes de permis de séjour et de travail des sans-papiers par un comité indépendant sur la base de critères clairs et objectifs.
- Instaurer un système de répartition solidaire des demandeurs d'asile dans l'ensemble des pays de l'Union européenne afin que chaque État membre fasse sa part.
- Pour lutter efficacement contre la traite des êtres humains et mettre fin aux noyades en Méditerranée, mettre en place des procédures légales afin de permettre à des réfugiés de venir en toute sécurité en Europe.
- Mettre fin au manque permanent de places d'accueil en prévoyant suffisamment de capacités de places en réserve.
- Libérer les places d'accueil plus rapidement en rendant les procédures plus courtes et plus efficaces.
- Proposer aux demandeurs d'asile un parcours d'intégration gratuit comprenant des cours de langues et une aide pour trouver rapidement un emploi.
- Supprimer le délai d'attente de quatre mois avant de pouvoir travailler.
- Impliquer les associations de réfugiés reconnues, les associations de terrain et les syndicats dans l'accueil et l'intégration des réfugiés dans les quartiers et sur le lieu de travail.
- Veiller à ce que chaque demandeur d'asile ait droit à un examen sérieux de sa demande, dans le respect de la Convention de Genève.
- Permettre à toute personne d'acquérir automatiquement la nationalité belge après cinq ans de résidence légale dans notre pays.
- Mettre un terme aux refoulements meurtriers et renégocier les traités européens qui les permettent.
- S'opposer à toute forme d'enfermement des enfants.
- Respecter les procédures permettant aux familles de se retrouver.

## La vision du PTB



### Racisme et (dé)colonialisme

- S'opposer à l'abolition de la loi contre le racisme et veiller à sa bonne application.
- Formuler des mesures contraignantes assorties de moyens adéquats dans le cadre du plan d'action national contre le racisme.
- Prôner une coopération avec les pays anciennement colonisés par la Belgique, sur pied d'égalité, dans le respect du principe de souveraineté nationale et basé sur un véritable travail de décolonisation.
- Inclure dans les programmes scolaires et la formation des enseignants une analyse critique de notre passé colonial ainsi qu'une compréhension de l'histoire des migrations et de la lutte contre le racisme.
- Organiser un cours d'histoire sur le colonialisme, le néocolonialisme, l'histoire et les luttes des peuples d'Afrique dans toutes les écoles du pays.
- Relancer les travaux de la Commission spéciale de la Chambre sur le « passé colonial de la Belgique au Congo » pour qu'elle arrive enfin à des conclusions pratiques.
- Demander des excuses officielles de la part de l'État belge et de la famille royale belge pour les crimes commis dans les anciennes colonies belges et les territoires sous mandat.
- Examiner comment les grosses fortunes bâties sur la colonisation peuvent payer les réparations.
- Après étude et inventaire, restituer les restes humains et objets pillés lors de la colonisation.
- Mettre à disposition du Congo, du Rwanda et du Burundi toute la recherche faite sur et en relation avec ces pays.

### Personnes porteuses de handicap

- Prévoir un accompagnement personnalisé car chaque personne est unique dans la façon dont elle vit son handicap.
- Rembourser entièrement les adaptations nécessaires dans le logement pour vivre de façon autonome.
- Assurer l'accessibilité dans les lieux privés et publics existants.
- Rendre les transports en commun totalement accessibles aux personnes à mobilité réduite.
- Favoriser l'emploi dans le circuit classique comme première possibilité pour les personnes porteuses d'un handicap.
- Garantir que l'information gouvernementale soit accessible à tous et dans un langage clair.
- Sensibiliser à l'existence des handicaps invisibles et lutter contre les discriminations et la psychiatrisation des plaintes de ces personnes.
- Investir dans l'infrastructure nécessaire pour rendre les lieux culturels accessibles aux fauteuils roulants ainsi que dans l'offre destinée aux personnes avec handicap.

### LGBTQIA+

- Mettre un terme à la violence de rue, aux agressions et au harcèlement.
- Renforcer le soutien structurel aux différentes associations LGBTI+ et permettre ainsi la réalisation de projets à long terme qui reflètent mieux les besoins sur le terrain.
- Rendre l'adoption et le placement familial accessibles à tous les parents, sans discrimination fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.
- Former les fonctionnaires, la police et les soignants à la manière de traiter les personnes LGBTI+ de manière respectueuse, conformément aux lois en vigueur.
- Élaborer une nouvelle directive sûre par rapport au don de sang, basée sur le comportement individuel à risque et non plus sur l'orientation sexuelle.
- Fournir des soins adaptés aux personnes transgenres sur un plus grand nombre de sites afin de réduire les listes d'attente.

## La vision du PTB



### LGBTQIA+ (suite)

- Permettre le remboursement aux personnes trans des opérations chirurgicales médicalement nécessaires et de l'accompagnement psychosocial.
- Mettre en place des campagnes de sensibilisation pour les médecins et le personnel médical afin d'éviter que les personnes intersexes ne subissent une opération d'assignation de sexe sans leur consentement.

### Droit des femmes et dimension de genre

- Faire de la lutte contre les violences faites aux femmes une priorité.
- Mettre en place une stratégie concrète de lutte contre le sexisme, les comportements abusifs et la violence envers les femmes sur le lieu de travail.
- Exiger un respect strict des conventions collectives qui s'engagent à assurer l'égalité salariale entre les hommes et les femmes et à lutter contre les discriminations à l'embauche.
- Indemniser le congé de maternité à hauteur de 100 % du salaire, avec un complément de l'employeur.
- Étendre le congé de paternité et de co-parentalité à 15 semaines.
- Fournir gratuitement des protections menstruelles dans toutes les écoles, les bâtiments publics, les maisons de quartier, les maisons de jeunes et les crèches et nous ramener la TVA sur les protections menstruelles à 0 %.
- Faire en sorte que l'avortement ne soit plus punissable par la loi.
- Rendre la pilule gratuite et la contraception de longue durée, comme le stérilet, plus accessible.
- Développer une application anti-harcèlement. Où qu'elles se trouvent, les femmes doivent pouvoir faire facilement un signalement à la police et trouver un endroit sûr où appeler à l'aide.

Pour les jeunes

### Intergénérationnel

- Mener des campagnes pour lutter contre les discriminations et violences à l'égard des aînés.
- Lancer des projets pilotes intergénérationnels en collaboration avec les maisons de quartier, les écoles, les maisons de repos...

Pour les jeunes